

réglementation et on compte adopter une politique d'ensemble à l'égard de la pollution dans le Nord; celle-ci ne peut manquer de comporter des dispositions destinées à y assurer l'équilibre écologique au cas d'une prospection de pétrole.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LES SYNDICATS OUVRIERS ET LES RESTRICTIONS VOLONTAIRES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il a des renseignements à communiquer à la Chambre au sujet de la bonne fin des démarches entreprises par la Commission des prix et revenus en vue de persuader les dirigeants des syndicats de contenir les exigences en matière de salaires dans les limites des directives acceptées?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur. La Commission n'a aucun compte à nous rendre. Sauf erreur, je n'ai eu qu'un seul entretien avec ses membres.

L'hon. M. Hees: Le premier ministre voudrait-il prier son collègue, le ministre de la Consommation et des Corporations, de faire rapport à la Chambre à ce sujet dès que l'occasion s'en présentera à l'appel des motions?

Le très hon. M. Trudeau: Je ne manquerai pas de le lui demander, monsieur l'Orateur.

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

LES OBSERVATIONS DU PRÉSIDENT

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, étant donné les récentes explosions du bouillant M. Fullerton de la Commission de la capitale nationale, j'aimerais demander au très honorable premier ministre si le ministre de l'Expansion économique régionale a l'intention de démissionner pour faire place à M. Fullerton.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'en doute, monsieur l'Orateur. Le ministre se trouve à Québec, mais pour d'autres raisons.

LES GRAINS

L'ORGE DE BRASSERIE—LE REFUS DE PRIVILÈGES D'EXPÉDITION

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État, puisqu'il a eu le temps de souffler durant la période des ques-

[L'hon. M. Greene.]

tions. Étant donné que les producteurs de certaines régions du centre de l'Alberta se voient refuser des privilèges d'expédition pour certaines variétés d'orge de brasserie, parce que le tarif-marchandises leur est défavorable, le ministre voudrait-il examiner l'affaire dans ses rapports avec le Syndicat du blé de l'Alberta et avec Canada Malting afin que ces producteurs obtiennent une part normale et équitable du marché de l'orge de brasserie.

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, j'ai étudié le problème mentionné par le député afin de connaître son importance et d'examiner les solutions nécessaires. J'espère que nous pourrons bientôt faire un rapport à ce sujet.

L'INDUSTRIE

LA POTASSE—LE RÉGIME D'EXPORTATION

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de l'Industrie et du Commerce ce que l'on a décidé quant à l'établissement proposé d'une commission d'exportation de la potasse chargée des problèmes de vente?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Rien n'a été décidé encore, monsieur l'Orateur, car à l'issue des entretiens qui ont eu lieu entre le gouvernement fédéral et celui de la Saskatchewan nous prévoyons que des changements seront apportés au régime actuel suivant la définition du gouvernement de cette province. Je ne tiens pas à entraver la réussite de cette opération. C'est pourquoi je n'en dirai pas plus long.

M. Burton: Le premier ministre de la Saskatchewan a-t-il informé le ministre ou le gouvernement fédéral de la nature des entretiens qui doivent avoir lieu avec les spécialistes de la potasse en Allemagne. Ou bien agissait-il, en quelque sorte, au nom du gouvernement canadien eu égard à ces entretiens?

L'hon. M. Pepin: Personnellement, je n'ai eu besoin d'aucune explication, monsieur l'Orateur.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE LICENCIEMENT DE MANUTENTIONNAIRES AUX SILOS DE THUNDER BAY

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre d'État dont relève la Commission du blé s'il s'est entretenu avec ses collègues intéressés des problèmes qu'entraînera sans doute le licenciement de certains manutentionnaires